

Déclaration de M. Emmanuel Macron,
président de la République, sur la dissuasion
nucléaire de la France, à l'Île Longue
(Finistère)

Emmanuel Macron

Présidence de la République (France), 2 mars 2026

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et messieurs les ministres,

Mesdames et messieurs en vos grades et qualités, c'est avec gravité que je me tiens aujourd'hui devant vous, au cœur de l'Île Longue, cette cathédrale de notre souveraineté, symbole de l'engagement constant de notre pays pour la dissuasion nucléaire depuis maintenant plus de 65 ans.

Dans quelques jours, le sous-marin nucléaire lanceur d'engin, Le Téméraire, qui vous fait face, prendra la mer. Il disparaîtra dans une discrétion absolue et jouera pleinement, depuis les profondeurs, son rôle de gardien ultime de notre liberté d'action, de notre indépendance. Tout cela, nous le devons à l'engagement continu de mes prédécesseurs, de nos armées, depuis le premier essai nucléaire français en 1960, la première alerte opérationnelle des forces aériennes stratégiques en 1964, la première pierre posée ici même, à l'Île longue, en 1965, et encore la première patrouille du SNLE, Le Redoutable, en janvier 1972. Nous le devons aussi au savoir-faire de nos centres de recherche, de nos industriels, au professionnalisme et au dévouement des militaires et des civils qui servent, où qu'ils se trouvent, dans un atelier secret, au fond des mers ou dans le ciel, notre dissuasion nucléaire. J'en suis reconnaissant à chacun.

Pour la dissuasion, notre Nation a consenti un effort financier, scientifique et technologique constant, à tous égards, exceptionnel et sans égal sur

le continent. Déjà, trois générations de femmes et d'hommes se sont succédées pour œuvrer à l'édification, à la consolidation, à l'optimisation de ce qui constitue la pierre angulaire de notre stratégie de défense. À l'heure où vacillent les certitudes, où les adversaires s'enhardissent, où les alliances fa Seyent, la dissuasion est et doit demeurer un intangible français. En tant que président de la République, élu au suffrage universel direct, j'en suis le garant. Je suis venu ici vous redire avec la plus grande force l'attachement de la Nation, mon attachement à la poursuite de cette mission fondamentale.

Notre dissuasion est robuste et efficace. Tous ceux qui auraient l'audace de vouloir s'en prendre à la France savent le prix insoutenable qu'il y aurait pour eux, à payer. Mais intangible ne veut pas dire inerte. En février 2020, il y a six ans déjà, fidèle à la tradition républicaine, j'avais exposé les fondements de notre doctrine nucléaire et de sa place dans le monde. Depuis lors, les choses ont changé. Les six années écoulées pour la France et pour l'Europe pèsent comme des décennies. Et les derniers mois comme des années. Nos concurrents ont évolué, nos partenaires aussi. Le monde se durcit et les dernières heures l'ont encore démontré. C'est donc avec beaucoup de gravité que je viens aujourd'hui annoncer à la Nation une évolution à la hauteur de nos défis nationaux et européens. Nous devons renforcer notre dissuasion nucléaire face à la combinaison des menaces et nous devons penser notre stratégie de dissuasion dans la profondeur du continent européen, dans le plein respect de notre souveraineté, avec la mise en place progressive de ce que j'appellerai une dissuasion avancée.

Oui, nous vivons actuellement, au plan géopolitique, une période de rupture, pleine de risques, et nos compatriotes en ont pleinement conscience. Cette période justifie un durcissement de notre modèle. La Russie mène à l'Ukraine voisine une guerre lente et cruelle qui constitue, comme l'a identifié notre revue nationale stratégique, un risque majeur pour notre Europe. Cette même Russie assume un révisionnisme, un impérialisme brutal et, déjà forte d'un arsenal nucléaire pléthorique, ne cesse de développer de nouvelles armes. Des missiles nucléaires hypersoniques, d'autres à propulsion nucléaire censés voler sans limite, des torpilles nucléaires, et même un projet particulièrement dangereux pour l'humanité, d'armes nucléaires envoyées dans l'espace.

La Chine, de son côté, s'est engagée dans un rattrapage à marche forcée des États-Unis. Elle fabrique plus d'armes aujourd'hui que n'importe quel autre pays. Elle a exposé encore récemment les derniers perfectionnements de sa triade. Nul ne sait quelles seraient les ramifications, directes ou indi-

rectes, nucléaires ou non, d'un conflit qui éclaterait en Extrême-Orient ou ailleurs, elles ne sauraient en tout état de cause être sans conséquences pour nous. La Chine, comme la Russie, développe des systèmes de plus en plus sophistiqués de protection de leur territoire, une logique qu'épousent d'ailleurs les Américains aussi avec leur projet de Golden Dome.

En Asie, les arsenaux ou les forces stratégiques d'autres États possesseurs, comme l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord, sont en pleine expansion. Par ailleurs, nous ne pouvons plus considérer les menaces de manière isolée, car de nouveaux liens sont apparus entre elles. Quel est le prix du soutien massif de la Corée du Nord à la guerre d'agression que mène la Russie ? Quelles sont les ramifications du traité d'alliance entre les deux pays ? Que dire de la dépendance extrême dans laquelle la Russie s'est placée vis-à-vis de la Chine ? De tout cela, nous devons tenir compte. A cela s'ajoute la guerre en cours au Proche et Moyen-Orient, qui porte et portera son lot d'instabilité et d'embrassements possibles à nos frontières, avec un Iran aux capacités nucléaires et balistiques non encore détruites. Sur cela, je reviendrai dans les prochains jours. Quant à nos alliés américains, qui eux-mêmes modernisent leur arsenal, ils jouent depuis 1945 et continueront de jouer un rôle clé dans la défense de l'Europe. Nous leur en savons gré, et au plan de la dissuasion, ils participent directement à notre protection avec la mission nucléaire de l'OTAN. Mais leur récente stratégie nationale de sécurité et de défense manifeste un réagencement des priorités américaines et une incitation forte à ce que l'Europe s'occupe plus directement de sa propre sécurité. Il nous faut entendre cette invitation à prendre davantage en main notre destin, et comme vous le savez, je ne dis pas autre chose depuis le premier jour de mon premier mandat.

Il y a par ailleurs une autre caractéristique, de la période que nous vivons. Dans l'atmosphère d'anomie actuelle, nous assistons à la fois à un renforcement du risque que les conflits franchissent le seuil nucléaire, mais aussi dans le même temps à une intensification de la conflictualité sous ce seuil. Et cela a des implications très directes pour nous. Le risque de franchissement est plus grand d'abord parce que les conflits impliquant des puissances dotées des États possesseurs ou proliférants s'accroissent. N'a-t-on pas vu tout récemment des explosions de violences impliquant l'Inde, le Pakistan, l'Iran, Israël ? N'a-t-on pas vu aussi des comportements irresponsables de la Russie en particulier, avec une modification de sa doctrine cousue main pour menacer l'Ukraine, une banalisation du discours sur l'arme, des officiels qui agitent des menaces inconsidérées, des tirs de missiles duaux comme l'Orechnik, à

proximité des frontières européennes ? Tout cela est un changement majeur qui rend plus tangible le risque de franchissement.

Dans le même temps, les puissances nucléaires comme la France doivent aussi s'accoutumer à la possibilité de conflits majeurs sous le seuil nucléaire dans leur environnement immédiat. N'a-t-on pas vu ces derniers mois des salves de missiles tomber sur des puissances dotées ou des États possesseurs ? L'Europe pourrait un jour se trouver dans une position similaire. Pour gérer ce genre de situation avant qu'elle ne franchisse le seuil nucléaire, il faut des capacités spécifiques. L'alerte avancée pour détecter les menaces, la défense aérienne élargie pour s'en prémunir, la frappe dans la profondeur pour contrer et agir au plan offensif. C'est tout cela qu'on appelle l'épaulement. Pour être forts dans notre dissuasion nucléaire, nous devons être forts dans nos capacités conventionnelles dans toutes leurs dimensions. C'est bien sur ces deux piliers que se fonde notre défense et j'en ai souligné l'importance dès 2020. Mais les dernières années ont bien montré le manque criant de capacités d'épaulement en Europe. Et cette situation n'est pas tenable. Et vous verrez qu'elle occupe une place importante dans mon raisonnement.

Tout cela montre en tout cas que les menaces nucléaires s'accroissent, se diversifient, qu'elles sont davantage connectées entre elles, qu'elles risquent d'être précédées d'épisodes de conflits intenses sous le seuil et que les défenses de nos adversaires potentiels se renforcent. Nous devons donc en tirer les leçons. Car en effet, dans ce monde dangereux et instable, comme vous m'avez déjà entendu le dire à plusieurs reprises, pour être libre, il faut être craint. J'en ai la conviction. Notre pays détient cette arme hors du commun qu'est l'arme nucléaire et il en fait le socle de sa sécurité. La chaîne de commandement est d'une clarté totale et la décision ultime revient au seul président de la République.

Devant la Nation, dans ces temps d'incertitude, je le redis aujourd'hui avec force, en ma qualité de président de la République, je n'hésiterai jamais à prendre les décisions qui seraient indispensables à la protection de nos intérêts vitaux. Si nous devons utiliser notre arsenal, aucun État, si puissant soit-il, ne pourrait s'y soustraire. Aucun, si vaste soit-il, ne s'en remettrait. Un seul de nos sous-marins, tel que celui derrière moi, emporte avec lui une puissance de frappe qui équivaut à la somme de toutes les bombes tombées en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est près de mille fois la puissance des premières bombes nucléaires. C'est donc un discours de puissance assumé au service de la paix que je viens vous tenir aujourd'hui. Et cette puissance, vous le savez mieux que quiconque, ne vient pas sans effort.

Le maintien de la crédibilité de cet outil est le fruit de décisions importantes prises ces dernières décennies et accélérées ces dernières années. Les trois décennies d'après la guerre froide nous avaient offert cette parenthèse de l'histoire où nous bénéficions de l'affaiblissement de nos adversaires et de l'empathie assurée de nos alliés. En conséquence, nous avons progressivement renoncé à la composante terrestre de notre dissuasion et nos arsenaux avaient décliné. Ces temps pourtant si proches semblent déjà lointains.

Dès 2017, j'ai pris acte de la fin des dividendes de la paix. Je me suis employé à assurer le renouvellement de tous nos moyens pour les prochaines décennies. Nos futurs sous-marins stratégiques ont été mis en chantier. Ceux qui assurent avec vaillance une présence permanente à la mer depuis 1972 verront donc la troisième génération prendre la mer. Ici même, à l'Île-Longue.

Les premières découpes de l'acier qui façonnera les coques de ces nouveaux sous-marins ont commencé il y a plusieurs mois à Cherbourg. Je tiens ici à féliciter les acteurs militaires, industriels, scientifiques qui œuvrent à ce succès. Très peu de nations dans notre monde sont capables de construire de tels sous-marins nucléaires, prodiges inégalés de technologies, aussi discrets que performants, capables de frapper en tous points nos agresseurs potentiels. Dans la tradition qui préside au baptême de nos sous-marins, j'ai ainsi aujourd'hui l'insigne honneur de vous annoncer que le futur sous-marin nucléaire lanceur d'engin qui battra pavillon français se nommera L'Invincible et naviguera en 2036.

La même rigueur s'est appliquée au renouvellement intégral des autres domaines de la dissuasion. Nous disposons depuis quelques mois du nouveau missile M51.3 sur nos SNLE et d'une nouvelle tête nucléaire océanique optimisée pour pénétrer toutes les défenses. Notre force aérienne stratégique et la force aéronavale nucléaire ont vu leur missile de croisière nucléaire rénové et nous allons lancer cette année le très ambitieux programme de missiles stratégiques hypersoniques et manoeuvrants qui équipera nos avions de combat et le futur porte-avions dans la prochaine décennie.

Notre programme national Tritium a été consolidé, nous assurant de notre capacité à poursuivre la production d'armes nucléaires en totale indépendance et autosuffisance. Notre réarmement, vous le voyez, engagé depuis presque dix ans, porte donc ses fruits. Vous en voyez certains effets ici même et l'effort se poursuivra bien sûr symétriquement sur le volet conventionnel. Et pourtant, le contexte que j'ai évoqué au début de mon propos m'amène à une conclusion claire : nous ne pouvons pas nous satisfaire de la trajectoire actuelle. Je dois à la Nation, pour aujourd'hui mais aussi pour

l'avenir, l'assurance absolue que notre dissuasion demeurera crédible et qu'au moment des circonstances extrêmes, elle nous soustraira à tout chantage et toute capitulation.

L'évolution des défenses de nos compétiteurs, l'émergence de puissances régionales, la possibilité de coordination entre adversaires et les risques liés à la prolifération, tout cela après un examen minutieux, m'a conduit à cette conclusion. Un rehaussement de notre arsenal est indispensable.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans une quelconque course aux armements. Cela n'a jamais été notre doctrine. Il serait inutile de prétendre entrer dans une coûteuse surenchère. L'essentiel, comme je le disais, est que tout adversaire ou toute combinaison d'adversaires ne puisse entrevoir la possibilité d'une quelconque frappe à l'encontre de la France sans la certitude de se voir infliger des dommages dont ils ne se relèveraient pas. Il n'est point besoin de symétrie des arsenaux pour cela. Notre doctrine refuse donc l'idée de riposte nucléaire graduée. L'armement nucléaire français est stratégique et exclusivement stratégique car il s'agit bien d'armes d'une toute autre nature que celles dont on pourrait user sur un champ de bataille.

La France, depuis le président François Mitterrand, a ainsi abandonné tout concept d'emploi tactique des armes nucléaires et nous n'y reviendrons pas. Dans cette optique d'asymétrie assumée, la France a toujours envisagé pour son arsenal les seuils strictement cohérents avec l'efficacité opérationnelle de notre dissuasion. Ma responsabilité est d'assurer que notre dissuasion conserve et qu'elle conservera à l'avenir son pouvoir de destruction assuré dans l'environnement dangereux, mouvant et proliférant que je viens de rappeler. C'est pourquoi j'ai ordonné d'augmenter le nombre de têtes nucléaires de notre arsenal. Pour couper court à toute spéculation, nous ne communiquerons plus sur les chiffres de notre arsenal nucléaire, contrairement à ce qui avait pu être le cas par le passé. Pour être libre donc, il faut être craint et, pour être craint, il faut être puissant. Cette augmentation de notre arsenal en témoigne.

Mais pour être puissant, et c'est le deuxième temps de mon propos aujourd'hui, il faut être plus uni. Et c'est d'Europe que je vais vous parler à présent. Notre sécurité ne s'est jamais conçue dans les seules limites de notre territoire, au plan conventionnel comme au plan nucléaire. C'est un fait évident de la géographie qui est là et qu'on ne peut négocier. J'ajouterai d'ailleurs, aujourd'hui plus que jamais : l'indépendance ne peut être la solitude. Dans le domaine nucléaire, cela a été reconnu par tous mes prédécesseurs sans distinction. Mais aujourd'hui, les conditions sont désormais

véritablement réunies pour en tirer les conséquences concrètes.

Pour expliquer ce point, permettez-moi de m'attarder un instant sur un élément central de notre doctrine nucléaire, les intérêts vitaux de la Nation. La dissuasion nucléaire française a vocation à dissuader tout État de s'en prendre à nos intérêts vitaux. Quels sont-ils ? Nous ne les avons jamais énoncés précisément. Nous ne les avons jamais énoncés précisément, à dessein. Nos lignes rouges ne sont pas lisibles. Elles ne sauraient l'être. À coup sûr, pourtant, nos intérêts, s'ils couvrent le territoire hexagonal et ultramarin, ne peuvent se confondre avec le seul tracé de nos frontières nationales.

Peut-on envisager que la survie de nos partenaires les plus proches soit mise en jeu sans que cela affecte nos intérêts vitaux ? Ou à l'inverse, qu'une menace extrême en Europe ne concerne que nous-mêmes ? Pour ces raisons fondamentales, les Présidents successifs ont évoqué la dimension européenne des intérêts vitaux de la France. En février 2020, j'avais réitéré l'offre de tous mes prédécesseurs, depuis le Président François Mitterrand, d'un dialogue avec les pays européens qui seraient désireux d'approfondir avec nous cette dimension. J'avais même proposé d'associer ces pays à des exercices de notre dissuasion.

Six ans plus tard, nous sommes dans un autre univers stratégique. Nous devons passer à une toute autre étape et formuler pour notre époque ce dont le général de Gaulle avait déjà l'intuition. Je crois pouvoir affirmer que nos partenaires y sont prêts.

Nous avons d'abord resserré en juillet dernier les liens avec le Royaume-Uni, partenaire majeur et puissance nucléaire indépendante avec laquelle nous reconnaissons depuis 1995 qu'il n'y a pas de situation engageant les intérêts vitaux de l'une sans que ceux de l'autre ne soient affectés. Nous avons renforcé nos coopérations nucléaires bilatérales, affirmé notre solidarité commune avec les Européens et ouvert la possibilité d'une coordination de nos dissuasions respectives. Dès cet hiver, de hauts responsables britanniques ont assisté, pour la première fois depuis l'existence de notre dissuasion, à l'un des exercices de nos forces aériennes stratégiques.

Mais notre ambition doit être plus grande, car c'est la sécurité du continent, la nôtre, qui est en jeu pour l'avenir. Des contacts ont été pris avec un premier groupe d'alliés, à commencer, bien entendu, par notre partenaire essentiel, l'Allemagne. Ils ont répondu favorablement à l'offre de la France.

Aujourd'hui, une nouvelle étape de la dissuasion française peut donc se concrétiser. Nous entrons sur le chemin de ce que j'appellerai la dissuasion avancée. Je préfère le dire tout de suite, il n'y aura aucun partage de la

décision ultime, ni de sa planification, ni de sa mise en œuvre. En vertu de notre Constitution, elle appartient au seul président de la République comptable devant le peuple français.

En conséquence, il n'y aura pas non plus de partage de la définition des intérêts vitaux, qui restera d'appréciation souveraine pour notre pays. Et pour cette raison, comme dans les autres alliances nucléaires, y compris lorsqu'elles ont des plans et des procédures, il n'y aura pas de garantie au sens strict du terme. Une garantie rigide, d'ailleurs, serait imprudente. Elle abaisserait le seuil nucléaire et réduirait d'autant l'incertitude de nos adversaires.

Avec la dissuasion avancée, notre doctrine conservera ses fondations originelles, son caractère strictement défensif, le refus de la bataille nucléaire, la rupture totale et assumée entre le conventionnel et le nucléaire. Il en va de même pour l'opportunité d'un avertissement nucléaire unique et non renouvelable. Il sera toujours décidé, à la seule discrétion de la France, pour signifier très concrètement que le conflit vient de changer de nature et que la France entend par ce moyen préserver une ultime chance de rétablir la dissuasion.

La France assumera donc toujours seule, en intégrant à sa réflexion les intérêts de nos alliés, le franchissement délibéré du seuil nucléaire. La dissuasion avancée est une démarche progressive. Elle offre la possibilité pour les partenaires de participer aux exercices de la dissuasion, tout d'abord. Cela pourra impliquer également du signalement, y compris au-delà de nos frontières strictes ou la participation conventionnelle de forces alliées à nos activités nucléaires. Elle pourra enfin prévoir le déploiement de circonstances, d'éléments de forces stratégiques chez nos alliés.

De la même façon que nos sous-marins stratégiques se diluent naturellement dans les océans, garantissant une capacité permanente de frappe, nos forces aériennes stratégiques pourront ainsi se disséminer dans la profondeur du continent européen. Cette dispersion sur le territoire européen, à la manière d'un archipel de forces, compliquera le calcul de nos adversaires et donnera à cette dissuasion avancée beaucoup de valeur pour nous. Elle renforcera notre défense en lui accordant du champ et lui offrira une profondeur stratégique nouvelle, cohérente des enjeux de sécurité en Europe. Sa valeur sera, je le crois, très forte aussi pour les partenaires qui entreront dans cette logique avec nous, et dont le territoire gagnera un lien affirmé avec notre dissuasion.

Il a été clair dès le début, pour nous et pour nos partenaires, que cet effort viendrait en plus de la mission nucléaire de l'OTAN. A laquelle, je le rappelle,

nous ne prenons pas part. La dissuasion avancée que nous proposons est un effort distinct qui a sa valeur propre et qui est parfaitement complémentaire de celui de l'OTAN au plan stratégique comme au plan technique. Le travail que nous avons entamé sur ce projet avec les Européens s'est fait en pleine transparence avec les Etats-Unis d'Amérique et en coordination étroite avec le Royaume-Uni.

Que les Alliés, qui nous ont témoigné leur confiance en travaillant intensément à ces futurs partenariats, dans le respect de nos obligations internationales, et tout particulièrement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en soient ici, aujourd'hui, remerciés. L'Allemagne sera un partenaire clé de cet effort, naturellement, le plus ambitieux dans l'esprit du traité d'Aix-la-Chapelle. Les premières étapes de la coopération commenceront dès cette année et pourront inclure des visites de sites stratégiques et des exercices conjoints.

Dès à présent, d'autres pays ont accepté ce dialogue et, au-delà de nos partenaires et amis britanniques et allemands déjà évoqués, la Pologne, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, la Suède et le Danemark s'y joindront. C'est une véritable convergence stratégique entre nos pays, de nature à donner une réelle profondeur à la défense de notre continent. Les discussions sont aussi ouvertes avec plusieurs autres pays, se poursuivront dans les semaines et les mois à venir.

A l'image de ce que nous avons mis en place avec le Royaume-Uni, des organes d'échange, au niveau politique, vont être créés avec chacun de ces pays, dès les prochains jours. Cela suppose un travail commun sur la menace et le renseignement, des moyens de communication spécifiques, une organisation, mais aussi une compréhension commune des ressorts de l'escalade et de comment y faire face, en particulier dans sa phase conventionnelle.

C'est pourquoi aussi la démarche de la dissuasion avancée, de par sa nature, accroît notre protection et celle de nos partenaires. De la même manière que la France crée pour les adversaires de l'Europe de nouveaux dilemmes stratégiques à travers cette dissuasion avancée, nos partenaires contribuent en retour à la sécurité collective et donc à celle de la France. C'est la nature même de l'épaulement stratégique.

L'expérience des dernières années montre bien qu'il y a au moins trois domaines où notre Europe, si elle devait faire face à une escalade et la gérer sous le seuil nucléaire, bénéficierait de nouveaux moyens collectifs. L'alerte avancée, donc la capacité, par une combinaison de satellites et de radars, de détecter et de suivre les missiles qui pourraient nous viser, la maîtrise

de notre ciel avec la défense aérienne élargie et les protections anti-missiles et anti-drones, et enfin les capacités de frappe dans la grande profondeur. En entrant avec nous dans cet épaulement réciproque, les pays partenaires peuvent aider à renforcer les capacités de l'Europe dans ces trois domaines. Ce serait une juste répartition des efforts, et la France y sera donc clairement gagnante.

D'ores et déjà, les projets avancent, et nous continuerons de forcer le pas. Pour ce qui est de l'alerte avancée, d'abord, le programme JEWEL donnera des capacités souveraines aux Européens pour détecter depuis l'espace les missiles qui les viseraient. Pour ce qui est de la défense aérienne, le système SAMP/T NG offrira des performances de premier rang mondial. Déjà, le Danemark et l'Ukraine en ont annoncé l'acquisition. Pour ce qui est de la frappe dans la profondeur, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, dans le cadre de notre initiative dite ELSA, vont travailler ensemble à des projets de missiles de très longue portée. Cela nous donnera de nouvelles options pour gérer conventionnellement l'escalade, à l'heure où les adversaires déploient technologies et armements nouveaux. À mesure que s'intensifiera le partenariat, d'autres projets, d'autres contributions verront le jour, dans un esprit de complémentarité et de souveraineté européenne.

Voilà donc la nouvelle épaisseur que je souhaite donner à la défense de la France, et la nouvelle cohésion qui en résulterait pour notre continent. Vous le mesurez, c'est une évolution majeure que j'ai souhaité donner à notre dissuasion. Le contexte permettant enfin de mettre sur ces mots de dimension européenne, prononcés par presque tous mes prédécesseurs, une réalité qui bénéficie à la fois à notre pays et à nos alliés.

Mais dans la période troublée que nous vivons, il sera nécessaire aussi de repenser les règles qui régissent la sécurité de notre continent et du monde. C'est tout un cadre qu'il faut recréer, et les Européens devront pouvoir y prendre pleinement leur place et y défendre leurs intérêts. Ils le pourront d'autant plus qu'ils auront su prendre leur part du fardeau, renforcer leur autonomie stratégique et prendre les décisions majeures que je viens d'évoquer. Aujourd'hui, en effet, les accords internationaux de maîtrise des armements sont à la peine. Regardons la situation avec lucidité. Chacun a pris ses libertés. Les Etats-Unis ont mis fin aux traités sur les missiles antibalistiques. Les États-Unis et la Russie ont mis fin aux traités sur les forces nucléaires intermédiaires, dont la Russie violait depuis longtemps les dispositions. Le traité New Start, qui encadrait les arsenaux nucléaires américains et russes, a cessé d'exister il y a quelques semaines. La Russie a dératifié le traité d'interdiction

sur les essais nucléaires, que les Etats-Unis n'avaient eux jamais ratifiés. Une reprise des essais romprait un moratoire de près de 30 ans. La Chine, quant à elle, en plein rattrapage, ne s'associe à rien. Alors, disons-le franchement, le champ des règles est un champ de ruines. Et l'animosité ambiante se prête assez peu à la confiance qu'il faut pour rebâtir les normes de sécurité collective. C'est pourquoi nous avons raison de durcir notre position et de prendre les décisions que je viens d'annoncer.

Cette anomie, malheureusement, ne vaut pas que pour ceux qui ont déjà l'arme, mais aussi pour ceux qui cherchent à l'acquérir. La conférence d'examen du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires se tiendra en mai, dans un paysage lourd de menaces, avec les progrès inquiétants du programme nord-coréen, la crise iranienne, et aussi les tentations croissantes de tous ceux qui, en Asie, en Europe ou ailleurs, cherchent des alternatives aux garanties de sécurité sur lesquelles ils croyaient pouvoir compter. Tel est l'esprit des temps. Mais la France ne compte pas s'y résoudre.

Dans le domaine de la maîtrise des armements, notre propre bilan est en effet exemplaire. Et je veux aujourd'hui ici le rappeler. Nous avons démantelé la composante terrestre de notre dissuasion et nos installations d'enrichissement à des fins militaires. Nous avons cessé nos essais nucléaires, développé un système performant de simulation et toujours refusé toute course aux armements. La démarche de dissuasion avancée que nous proposons n'est pas escalatoire, et en ce qu'elle accroît le sentiment de sécurité en Europe, elle est résolument bénéfique pour ne pas encourager un jour les risques de prolifération sur notre continent.

Mais c'est surtout de logique que nous devons changer. Oui, les Européens ont pris l'habitude que leur sécurité dépende de règles faites par des tiers, en d'autres temps, faites aussi, parfois à leur insu, souvent à leur dépens. Soyons clairs, l'architecture de sécurité européenne, c'était cela, des accords datant de la période de guerre froide négociés par d'autres que nous, y compris quand ils nous concernaient et qui ont été dénoncés par ceux-là même qui les avaient signés sans aucune concertation, quand bien même ces derniers étaient nos alliés. Notre époque appelle une autre méthode. Nous devons reconstruire un corpus de règles, mais pour ce qui nous concerne, à partir de nos intérêts de sécurité et ceux de notre continent.

Cela passera tout d'abord par un travail que les Européens doivent conduire sur la manière dont doit être organisée la stabilité de notre Europe. J'invite donc les partenaires à se joindre aux premiers travaux que nous avons entamés avec les Allemands et les Britanniques sur ce sujet. Les convergences

organisées dans le cadre de la dissuasion avancée y aideront. Lorsque nos intérêts européens seront établis, il sera possible d'aller plus loin et d'ouvrir un cadre de négociation afin de contrôler certaines capacités conventionnelles et leur positionnement. Cette démarche est à préparer dès à présent par l'accroissement de notre indépendance européenne et elle doit viser demain un nouveau cadre de sécurité sur tous ces sujets, en particulier entre Européens et Russes, à tout le moins, et au niveau international, en cherchant à impliquer les États-Unis d'Amérique et la Chine, y compris concernant les capacités nucléaires sur une base équitable.

Mais ce que je souhaite plus que tout, vous l'aurez compris, c'est que les Européens reprennent le contrôle de leur propre destin. N'oublions pas, tout ceci étant dit, qu'au-delà de la comptabilité des arsenaux et des architectures de sécurité, il y a une dimension éthique à ce dont nous parlons. L'arme nucléaire a sa charge d'épouvante. Ses questions morales ne se résument pas aux lois d'airain de la stratégie avec ses logiques désincarnées. Il n'est que juste qu'une telle arme continue de susciter une discussion de raison pour en limiter l'usage, l'encadrer et préserver l'objectif à terme d'un monde sans arme nucléaire. Cela doit rester notre horizon.

Il n'est que juste aussi de militer avec persistance en faveur des usages pacifiques de l'énergie atomique. C'est tout l'esprit du TNP. Et la France est en bonne position pour promouvoir à cet égard le nucléaire civil. Après tout, quel autre pays repose sur cette énergie comme nous ? L'énergie nucléaire qui permet de produire 70% de notre électricité. Une énergie décarbonée à bas coût qui rend notre pays attractif. C'est ce qui fait que la France sera pleinement légitime pour organiser à Paris le 10 mars prochain un sommet pour encourager le développement de cette énergie, ses usages et son financement. Je crois aux vertus d'un nucléaire de confiance, aux vertus aussi des innovations dans la matière. Je crois à sa valeur pour faire face aux besoins voraces de nouvelles technologies. Je suis déterminé à aider l'Agence internationale de l'énergie atomique à favoriser avec un encadrement approprié les nouvelles technologies sensibles.

Mesdames et Messieurs, le temps est venu pour moi de conclure. J'aimerais vous inviter un moment à prendre la mesure de cet endroit à nul autre pareil. La base opérationnelle de l'Île-Longue, à l'extrémité du Finistère. L'Île-Longue, qui est tout à la fois la pointe avancée de l'Europe, son cap occidental et sa forteresse. Je vous invite à prendre conscience de tout ce qu'il signifie dans toutes ses dimensions. Masse, puissance, indépendance, donc. Et j'ajouterai solidarité stratégique. Ce que vous avez sous les yeux est un héri-

tage précieux dont nous sommes les dépositaires et que nous continuerons à faire vivre avec ténacité. Nous continuerons donc de développer le formidable outil de puissance, expression du génie français, patiemment érigé depuis le début de la Vème République. Je me suis fermement engagé depuis 2017 dans le renouvellement de nos forces stratégiques. Et je m'y emploierai jusqu'au terme du mandat.

La France sera forte d'un feu nucléaire modernisé, puissant, souverain et adapté à nos menaces. Toujours souveraine, elle sera forte aussi de son enracinement dans l'espace européen, de la profondeur stratégique qu'il lui donne, du renforcement des liens entre alliés et des complémentarités nouvelles qu'ils permettent. Le demi-siècle qui vient sera un âge d'armes nucléaires. La France déterminée, libre, confiante, y tiendra tout son rôle. Elle continuera de se fortifier et pour son propre bénéfice elle arrimera ce cap sur l'Atlantique au socle européen. Tel est mon message aujourd'hui, soyons puissants, soyons unis, soyons libres.

Vive la République,
Vive la France !